



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

Provisoire

9313^e séance

Jeudi 27 avril 2023, à 15 heures

New York

Président : M. Nebenzia (Fédération de Russie)

Membres :

Albanie	M. Spasse
Brésil	M. de Almeida Filho
Chine	M. Geng Shuang
Émirats arabes unis	M. Abushahab
Équateur	M. Pérez Loose
États-Unis d'Amérique	M. DeLaurentis
France	M. de Rivière/M ^{me} Dime Labille
Gabon	M. Biang
Ghana	M. Issahaku
Japon	M ^{me} Shino
Malte	M ^{me} Frazier
Mozambique	M. Fernandes
Suisse	M ^{me} Baeriswyl
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en russe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la République islamique d'Iran, de la République arabe syrienne et de la Türkiye à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Geir Pedersen, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, et M^{me} Lisa Doughten, Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Pedersen.

M. Pedersen (*parle en anglais*) : Nous sommes potentiellement à un tournant décisif en ce qui concerne les efforts visant à faire avancer un processus politique sur la Syrie. Dans le sillage tragique des tremblements de terre, nous avons assisté à un regain d'attention diplomatique pour ce qui est de la Syrie. Les efforts diplomatiques se poursuivent entre les acteurs du processus d'Astana et le Gouvernement syrien. Il y a également de nouvelles ouvertures entre les pays arabes et le Gouvernement syrien. Ce regain d'attention pour la Syrie est très important s'il peut permettre d'atténuer les tensions et de débloquer des efforts qui sont dans l'impasse depuis longtemps, et ainsi, faire avancer le processus politique.

Je remercie tout particulièrement les Ministres des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et de la Jordanie de leur collaboration continue. Je me fais un plaisir de rester en contact étroit avec les acteurs régionaux et l'ensemble des parties prenantes pour renforcer dans la mesure du possible la coordination et la diffusion de messages communs. À cet égard, je me réjouis d'avoir pu m'entretenir récemment avec le Ministre des affaires étrangères de la Grèce et des représentants des membres de l'Union européenne à Athènes.

Je continue d'insister sur le fait qu'une solution politique est le seul moyen de mettre fin aux souffrances

du peuple syrien et de parvenir à la stabilité, à la sécurité et à la paix. Pour parvenir à une telle solution, il faut du réalisme de la part de toutes les parties ainsi que des accords et des mesures concernant les questions clefs abordées dans la résolution 2254 (2015). Je continue à m'efforcer de faciliter un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens. De même, j'ai toujours dit que l'ONU ne pouvait agir seule. Nous avons besoin de l'appui de tous les acteurs clefs et nous continuerons à travailler avec eux. Aucun groupe d'acteurs existant, qu'il s'agisse des parties syriennes, des acteurs d'Astana, des acteurs occidentaux ou des acteurs arabes, ne peut à lui seul apporter une solution politique. Si nous voulons progresser sur une question, même de manière graduelle, pas à pas, il faut qu'un plus grand nombre d'acteurs travaillent ensemble. Tôt ou tard, tous devront apporter leur contribution dans le cadre d'un effort coordonné et multilatéral.

Les membres me demanderont peut-être pourquoi : parce qu'aucun groupe d'acteurs existant ne peut à lui seul débloquer l'impasse militaire ou restaurer la souveraineté, l'indépendance ou l'intégrité territoriale de la Syrie. Aucun groupe d'acteurs ne peut à lui seul s'attaquer aux problèmes structurels, redresser l'économie et reconstruire la Syrie. Aucun groupe d'acteurs ne peut à lui seul résoudre la menace terroriste, stabiliser la Syrie, endiguer les sources d'instabilité régionale et répondre aux préoccupations légitimes en matière de sécurité, y compris aux frontières de la Syrie. Aucun groupe d'acteurs ne peut à lui seul assumer la responsabilité collective qui nous incombe de protéger les civils syriens, de traiter la question des personnes détenues, enlevées, victimes de disparition forcée ou portées disparues, et de garantir les conditions d'un retour sûr, digne et volontaire des réfugiés. Et aucun groupe d'acteurs ne peut à lui seul assumer la responsabilité collective qui nous revient d'aider le peuple syrien à façonner son propre avenir, seul moyen pour la Syrie de retrouver véritablement la stabilité et la prospérité. En bref, pour résoudre chacun des innombrables problèmes de la Syrie, il faut plusieurs clefs, chacune détenue par une partie prenante différente qui ne peut être ignorée et qui peut faire obstruction si elle est exclue.

Les récentes initiatives diplomatiques signifient que nous nous trouvons à présent dans une période d'exploration et d'essai renouvelés, dans un nouveau contexte, avec une participation régionale renforcée et de nombreuses idées qui sont depuis longtemps sur la table. Je continue à utiliser mes bons offices et à développer la réflexion collective sur ces idées. Je suis prêt à aider à aller de l'avant, pas à pas, étape par étape, de manière réciproque et vérifiable, conformément au mandat qui m'a été confié en vertu de

la résolution 2254 (2015). Je poursuivrai mes échanges directs avec le Gouvernement syrien et la Commission syrienne de négociation, et je lance un nouvel appel à une coopération sincère et à la volonté d'avancer sur le fond. Je suis prêt à travailler en étroite collaboration avec d'autres personnes qui souhaitent également jouer un rôle de facilitateur.

La dernière fois que j'ai présenté un exposé au Conseil de sécurité (voir S/PV.9291), j'ai évoqué les domaines dans lesquels les deux parties pouvaient agir. Il ne fait pas de doute que les actions du Gouvernement syrien, associées à des actions extérieures, sur certaines de ces questions permettraient de freiner les tendances négatives et de créer des tendances positives. Cela permettrait d'insuffler un nouvel élan, avec un rôle régional plus important. Des mesures concrètes contribueraient à l'instauration d'une certaine confiance, y compris parmi les civils en Syrie et ceux qui ont fui le pays. En revanche, si nous laissons passer cette occasion, nous ne verrons pas de réels changements sur le terrain, ce qui engendrera un nouveau cycle de frustration et de désespoir.

Je tiens également à réaffirmer ma volonté de faciliter le dialogue intersyrien, notamment en convoquant à nouveau la Commission constitutionnelle. De toute évidence, il est grand temps pour nous de dépasser les questions non syriennes qui ont bloqué le processus. La Commission doit reprendre ses travaux de fond à Genève dans un esprit de compromis et à un rythme soutenu.

Entre-temps, je continue à réunir un large éventail de Syriens à Genève et dans la région, notamment par l'intermédiaire du Conseil consultatif des femmes syriennes et du Bureau d'aide à la société civile. Ces réunions montrent que les Syriens peuvent encore s'entendre sur toute une série de points, en dépit des nombreuses divergences. Nous l'avons constaté au début du mois au cours d'une réunion que l'Envoyée spéciale adjointe Rochdi a organisée à Genève avec un groupe de Syriens de toutes les régions du pays, ainsi que des représentants de la diaspora, pour discuter des défis politiques se posant après le tremblement de terre.

Je voudrais dire mon inquiétude quant au fait que la brève accalmie qui a suivi les tremblements de terre continue de s'éroder. Les incidents violents se sont multipliés dans le nord-ouest, avec des tirs d'obus et de roquettes de plus en plus réguliers sur les lignes de front, impliquant les forces progouvernementales, les forces armées de l'opposition ainsi que le groupe terroriste inscrit sur la liste du Conseil, Hay'at Tahrir el-Cham, qui a annoncé de nouveaux raids sur les positions gouvernementales

à travers les lignes de front. Le calme relatif qui règne dans le nord-est a été ponctué par des attaques des forces turques et de groupes armés de l'opposition contre des positions des Forces démocratiques syriennes, en réponse, selon leurs dires, aux tirs d'obus et de roquettes de ces dernières, y compris contre des soldats turcs. Les frappes israéliennes sont de plus en plus fréquentes. Le sud-ouest reste agité. Dans certaines régions, les attaques sporadiques de Daech semblent se multiplier, en particulier dans le désert central, alors que le Gouvernement syrien, la Russie et la coalition dirigée par les États-Unis multiplient les frappes contre le groupe.

J'exhorte toutes les parties à réduire la violence et à œuvrer à l'instauration d'un calme durable, un appel que je continuerai de lancer à tous les acteurs clefs, y compris au sein du Groupe de travail sur le cessez-le-feu à Genève. En fin de compte, nous avons besoin d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale et d'une approche coordonnée pour lutter contre les groupes terroristes inscrits sur les listes du Conseil, dans le respect du droit international.

Enfin, je rappelle au Conseil qu'après les tremblements de terre et plus de 12 ans de guerre et de conflit, la Syrie reste plongée dans une crise humanitaire aux proportions dantesques. Mon collègue du Bureau de la coordination des affaires humanitaires nous en dira plus à ce sujet, bien entendu. Les Syriens nécessitent toujours des ressources considérables de la part de tous les membres pour répondre aux besoins humanitaires d'urgence, notamment en ce qui concerne le relèvement rapide et les moyens de subsistance. L'accès à l'aide humanitaire reste essentiel par le biais de toutes les modalités, que ce soit à travers les lignes de front ou à travers la frontière.

Pour résumer mon message principal, nous nous trouvons à un moment potentiellement important, avec un regain d'attention pour la Syrie, en particulier de la part de la région, qui pourrait soutenir nos efforts en faveur d'une solution politique à ce conflit, conformément à la résolution 2254 (2015). Mais si nous voulons que cette attention renouvelée permette de déboucher sur des progrès, de nombreux acteurs devront prendre des mesures concrètes – et pas seulement un groupe d'acteurs. Je poursuivrai mes échanges directs avec les parties syriennes en leur rappelant – et en rappelant en particulier, à ce stade, au Gouvernement syrien – qu'elles doivent saisir cette occasion et être prêtes à avancer sur les questions de fond. Je continuerai également à travailler en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes et à souligner l'importance d'une coordination étroite avec tous les acteurs clefs. Même des mesures modestes et spécifiques

requerront des concessions de la part d'un large éventail d'acteurs différents, ainsi qu'une véritable vérification.

J'espère que si nous parvenons à renforcer la confiance grâce à des mesures concrètes, cela pourra servir de base à un effort plus global pour parvenir à un règlement politique de ce conflit. Il n'est pas de raccourci vers la stabilité si l'on ne s'attaque pas aux causes fondamentales du conflit. Nous devons constamment nous rappeler que, même si nous commençons modestement et que nous avançons par étapes, la Syrie a toujours besoin d'une solution globale, comme il est demandé dans la résolution 2254 (2015), une solution qui rétablisse sa souveraineté, son indépendance, son unité et son intégrité territoriale et qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. Pedersen de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Doughten.

M^{me} Doughten (*parle en anglais*) : L'ampleur actuelle des besoins humanitaires en Syrie est sans précédent, même dans la longue et brutale histoire de la crise syrienne. Près de trois mois se sont écoulés depuis les tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé la Türkiye et la Syrie. L'ONU et ses partenaires humanitaires continuent à appuyer les efforts de relèvement. Plus de 3 millions de personnes en Syrie ont reçu des repas chauds et des rations prêtes à consommer. Quelque 1,1 million de personnes ont bénéficié d'une assistance sanitaire. Plus de 470 000 mètres cubes de gravats ont été déblayés. Si des progrès ont été réalisés, il reste beaucoup à faire.

Les tremblements de terre du 6 février ont été tout simplement catastrophiques. Non seulement ces séismes n'ont fait qu'ajouter à la mort et à la désolation qui règnent dans le nord de la Syrie, région déjà éprouvée par plus d'une décennie de guerre, mais ils ont également mis en évidence une terrible réalité à laquelle des millions de personnes sont confrontées dans tout le pays, à savoir que 12 années de conflit armé, des pressions macroéconomiques croissantes, le déclin des services publics et le délabrement des infrastructures critiques ont rendu la population syrienne extrêmement vulnérable face aux soubresauts et aux chocs, et je ne parle même pas des tremblements de terre dévastateurs, tels que ceux survenus récemment. Avant même le tremblement de terre, 15,3 millions de personnes, soit plus de la moitié de l'ensemble de la population, avaient besoin d'aide

humanitaire et de protection. Ce nombre, je le crains, est appelé à augmenter.

Les besoins en matière de protection résultant des séismes sont considérables. Ils ont poussé des milliers de personnes à chercher refuge, dont bon nombre se sont abritées temporairement dans des écoles, des mosquées et chez des voisins. Nombreux sont ceux qui se sont tournés vers des endroits à ciel ouvert par crainte des répliques. Femmes, hommes et enfants vivent dans des environnements surpeuplés et stressants, ce qui ne fait qu'accroître la pression mentale subie par des personnes déjà en proie à des années de traumatisme. Les enfants sont contraints de travailler pour subvenir aux besoins de leur famille. Le nombre d'enfants qui abandonnent l'école est en augmentation.

L'ONU et ses partenaires font ce qu'ils peuvent pour fournir des services d'appui aux personnes déplacées. À mesure que les personnes quittent les centres d'hébergement d'urgence et les abris collectifs pour s'installer à plus long terme, il sera de plus en plus essentiel de les aider à trouver un logement adéquat.

L'ampleur de la crise de déplacements forcés est évidemment bien plus importante. En Syrie, plus de 6,9 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, elles l'ont souvent été à plusieurs reprises. Tant l'étendue que la durée du problème sont stupéfiantes. Environ 80 % de ces personnes sont déplacées depuis au moins cinq ans. Nombre d'entre elles ont été chassées de leur domicile par le conflit il y a des années de cela. Aujourd'hui, elles sont de plus en plus nombreuses à devoir se rendre d'un endroit à l'autre à la recherche de services de base et de moyens de subsistance.

Il est impératif de trouver des solutions durables à cette crise, en commençant par mettre un terme au conflit. D'ici là, les intervenants humanitaires cherchent à venir en aide aux personnes déplacées de manière plus viable, notamment moyennant davantage d'aide au relèvement rapide et à la subsistance. Depuis janvier 2022, près de 500 projets de relèvement rapide ont été mis en œuvre dans toutes les régions du pays, la grande majorité d'entre eux dans le cadre des plans de réponse humanitaire pour la Syrie. Le financement total reçu pour ces projets dépasse 640 millions de dollars, soit une augmentation de près de 80 millions depuis février. Il s'agit là d'une évolution encourageante compte tenu de la nécessité d'accroître l'aide au relèvement et les moyens de subsistance.

L'ONU et ses partenaires continuent de recourir à tous les moyens disponibles pour aider les personnes dans

le besoin, où qu'elles se trouvent. Les mesures d'urgence mises en œuvre depuis les tremblements de terre, telles que les procédures accélérées de délivrance de visas et de permis de voyage, ainsi que les autorisations générales, ont permis à l'ONU et aux partenaires humanitaires de s'adapter rapidement et d'intensifier leurs opérations dans les zones contrôlées par le Gouvernement.

Dans le nord-ouest de la Syrie, les organismes des Nations Unies et leurs partenaires continuent d'utiliser les trois points de passage disponibles, Bab el-Haoua, Bab el-Salam et Raai, pour venir en aide à des millions de personnes chaque mois. Les missions interinstitutions quasi quotidiennes ont permis aux membres du personnel de l'ONU de suivre les opérations, de rencontrer les bénéficiaires et de procéder à des évaluations afin de s'assurer que l'assistance transfrontière répond aux besoins les plus urgents. L'ONU espère que ces modalités seront reconduites afin que les opérations humanitaires d'urgence puissent se poursuivre.

Malgré un effort concerté, il n'a pas été possible d'enregistrer des progrès similaires pour les opérations à travers les lignes de front vers le nord-ouest de la Syrie. Le dialogue se poursuit à tous les niveaux en vue de la reprise en toute sécurité des convois prévus, et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires espère pouvoir faire état de nouvelles avancées le mois prochain.

Un grand nombre de donateurs, en particulier de la région, ont répondu de manière incroyablement généreuse à l'appel en faveur des efforts de reconstruction après le tremblement de terre. L'appel éclair pour la Syrie est presque entièrement financé, avec plus de 384 millions de dollars de contributions. Ce soutien au plan de trois mois est vital, notamment pour permettre à l'ONU et à ses partenaires d'étendre leurs opérations, de réaffecter les stocks et de poursuivre les programmes d'urgence.

Mais il faut faire bien davantage. Le plan de réponse humanitaire pour la Syrie reste gravement sous-financé, avec seulement 363 millions de dollars reçus sur les 4,8 milliards nécessaires avant le tremblement de terre. Cela représente moins de 8 % du total. La conférence de Bruxelles en juin sera un moment crucial pour la Syrie. Le soutien généreux d'un large éventail de donateurs, dont nous avons été les témoins après le tremblement de terre, est plus que jamais nécessaire.

Près de trois mois après les séismes du 6 février, la gravité de la situation humanitaire générale en Syrie n'est que plus évidente, tant par son ampleur et sa complexité que par la vulnérabilité de la population syrienne. Un

appui durable, de la part des donateurs, des autorités sur le terrain, des États Membres et du Conseil de sécurité, reste fondamental pour pouvoir répondre aux besoins humanitaires d'aujourd'hui et, plus encore, de demain.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M^{me} Doughten de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, et la Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^{me} Lisa Doughten, de leurs exposés sur la situation politique et humanitaire en Syrie.

Nous ne voyons toujours pas d'autre solution que de promouvoir un processus de règlement politique dirigé et contrôlé par les Syriens, avec l'aide de l'ONU et dans le plein respect de la résolution 2254 (2015). Dans ce contexte, nous appuyons les efforts de médiation de M. Pedersen en vue de faire avancer le processus de règlement syrien dans le respect des principes de souveraineté, d'indépendance, d'unité et d'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, sans aucune ingérence extérieure.

Dans le même temps, nous estimons qu'il importe que M. Pedersen respecte strictement le mandat inscrit dans la résolution pertinente du Conseil, au cœur duquel se trouve la facilitation du dialogue intersyrien, y compris dans le cadre de la Commission constitutionnelle, qui représente le format optimal pour un dialogue direct entre Syriens. Nous sommes fermement convaincus que les difficultés survenues en relation avec la reprise de ses travaux peuvent, moyennant une volonté politique, être surmontées en prenant en considération les intérêts de toutes les parties syriennes. L'existence de questions techniques non résolues, qui sont liées à une reprise complète des travaux du comité de rédaction, ne saurait justifier une quelconque passivité. Dans le même temps, nous sommes convaincus que les principales décisions concernant les modalités des prochains cycles de consultations intersyriennes doivent être prises par les Syriens eux-mêmes.

Dans ce contexte, la situation reste tendue. La menace d'une opération militaire dans le nord du pays plane toujours. Les États-Unis et leurs alliés maintiennent une présence militaire étrangère illégale dans la zone située à l'est de l'Euphrate et dans la région de Tanf. Nous restons en outre vivement préoccupés par les foyers de terrorisme qui couvent, principalement à Edleb.

Nous jugeons préoccupante l'intensification des frappes aériennes israéliennes sur le territoire syrien. Depuis le début de l'année, plus de 10 attaques de ce type ont été commises, entraînant la mise hors service de l'aéroport international d'Alep à deux reprises. L'aide humanitaire acheminée aux victimes des tremblements de terre dévastateurs transite par cet aéroport. Nous déplorons profondément et condamnons de telles actions militaires, en violation de la souveraineté de la Syrie et des pays arabes voisins, ainsi que l'absence de réaction de la part des dirigeants de l'ONU.

Parmi les nouvelles positives, nous prenons note de l'accélération du processus naturel de retour de la Syrie au sein de la famille arabe. Avec notre concours et en tirant parti des avantages du processus d'Astana, la normalisation des relations entre Damas et Ankara se poursuit. Avec nos partenaires du processus d'Astana, l'Iran et la Türkiye, nous avons l'intention de continuer de contribuer à la normalisation à long terme en République arabe syrienne.

En ce qui concerne le volet humanitaire de la situation dans le pays, comme nous l'avons entendu aujourd'hui, celle-ci reste extrêmement difficile et continue à se détériorer. Les conséquences des tremblements de terre le long de la frontière syro-turque n'ont pas encore été surmontées. Nous ne pouvons que constater que les besoins croissants des Syriens ordinaires et les problèmes qu'ils endurent dans tout le pays ne dissuadent pas les donateurs occidentaux de chercher à politiser l'acheminement de l'aide humanitaire, qu'ils utilisent comme un outil pour exercer des pressions sur Damas, ainsi qu'à porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie. Dans la pratique, l'aide occidentale et l'assistance fournie par l'ONU n'atteignent actuellement que les zones non contrôlées par Damas. Malgré tous leurs subterfuges, les pays occidentaux ne peuvent pas le cacher. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'appel éclair lancé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour faire face aux conséquences des tremblements de terre est financé à 97%, tandis que le traditionnel plan humanitaire des Nations Unies pour la Syrie, conçu pour fournir une assistance aux territoires tenus par le Gouvernement, n'est financé qu'à 8%. Cependant, les États-Unis, qui, comme leurs partenaires européens, ont dépouillé la Syrie de ses ressources naturelles, ne manquent pas une occasion de réaffirmer qu'à moins qu'une transition politique ne soit enclenchée, ils ne verseront pas un centime pour aider la Syrie à se relever après le conflit, ne lèveront pas les sanctions et n'atténueront pas l'isolement de Damas. Pendant ce temps, les militants de Hay'at

Tahrir el-Cham, soutenus par l'Occident, compromettent ouvertement les convois qui traversent les lignes de front pour se rendre à Edleb et exigent des pots-de-vin pour leur permettre d'acheminer l'aide aux personnes dans le besoin. De tels agissements reviennent à défier directement la communauté internationale et le Conseil. Nous ne pouvons accepter que malgré les décisions consensuelles du Conseil de sécurité, depuis août 2021, seuls 10 convois aient été acheminés dans la zone de désescalade, le plus récent, et jusqu'à présent le seul cette année, remontant au 8 janvier. En outre, trois missions se dirigeant vers Tell Abiad ont fait l'objet de restrictions. Il semble que dans la pratique, l'autorisation donnée par Damas à l'ONU d'utiliser deux points de passage supplémentaires, à savoir Bab el-Salam et Raaï, pendant trois mois en plus du point de passage de Bab el-Haoua, dont l'autorisation arrivera à expiration le 10 juillet, ait eu raison de l'enthousiasme que mettait l'ONU à relancer l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front.

Nous tenons à souligner que si nos collègues occidentaux du Conseil de sécurité continuent de faire comme si de rien n'était et de passer sous silence le fait que des terroristes désignés par les instances internationales sabotent les décisions du Conseil, nous en tirerons les conclusions qui s'imposent et en tiendrons compte dans la formulation de notre position au moment du renouvellement du mécanisme transfrontière en juillet. Ce mécanisme a depuis longtemps épuisé son potentiel et ne contribue certainement pas à réaliser des objectifs humanitaires, comme l'ont clairement montré les événements tragiques de février. En outre, les problèmes créés par les retombées négatives des sanctions occidentales sur l'action humanitaire internationale en Syrie s'aggravent sous nos yeux. Nous continuons d'exhorter l'ONU à ne pas garder le silence ou à étouffer la question, mais plutôt à l'évaluer correctement. Durant le dialogue interactif informel régulier sur la Syrie qui a eu lieu hier, on nous a donné un certain nombre d'exemples des conséquences directes que les sanctions unilatérales ont sur la vie des citoyens syriens ordinaires. C'est pourquoi tout ce que les États-Unis et leurs alliés prétendent concernant la nature ciblée des sanctions et l'efficacité présumée des dérogations semble particulièrement hypocrite aujourd'hui.

Compte tenu des tendances et des faits que nous avons énumérés aujourd'hui, il ne fait aucun doute que nous approchons de l'heure de vérité en ce qui concerne la fourniture d'aide humanitaire en Syrie. Le double jeu de nos collègues occidentaux et leurs tentatives d'utiliser le levier humanitaire pour faire pression sur Damas sont devenus trop criants pour que les dirigeants de l'ONU

continuent de fermer les yeux sur le problème. Appelons un chat un chat. En l'absence d'évaluations équitables et d'une réelle volonté du Conseil de sécurité d'aider tous les Syriens dans le besoin, il ne sert à rien de tenter de maintenir les paramètres établis par le Conseil concernant la fourniture d'une aide humanitaire à la Syrie. Le choix appartient à nos collègues occidentaux.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et la Directrice Doughen de leurs exposés.

Il y a 13 ans, Bashar Al-Assad a répondu à des manifestations pacifiques par une répression brutale. Son régime a détenu, torturé et assassiné des civils, y compris des enfants, et a rejeté les efforts diplomatiques visant à mettre fin à une guerre qui a fait plus de 500 000 morts, détruit l'économie syrienne et forcé des millions de personnes à quitter leur foyer. Le Conseil et la communauté internationale se sont mis d'accord sur la voie à suivre pour mettre fin au conflit, à travers la résolution 2254 (2015). Malgré les efforts assidus de l'Envoyé spécial et de son équipe, le régime d'Al-Assad refuse de participer à des négociations directes et sape le travail de la Commission constitutionnelle depuis des années. La Russie prétend soutenir un processus politique conduit par la Syrie, mais elle impose des obstacles supplémentaires à la Commission constitutionnelle pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la Syrie ou le peuple syrien.

En raison de l'absence de progrès politiques, le peuple syrien reste confronté à d'immenses difficultés. Plus de 130 000 Syriens sont portés disparus, croupissant dans les prisons ou les centres de détention du régime, ou portés disparus et présumés assassinés par le régime, des groupes terroristes tels que Daech ou d'autres parties au conflit. L'amnistie déclarée par Al-Assad en avril 2022, dont nous espérons qu'elle serait suivie de nouvelles libérations, n'a au contraire abouti qu'à la libération de 500 personnes. Beaucoup de ces personnes étaient émaciées, et certaines auraient perdu la mémoire ou souffriraient de traumatismes ou de maladies mentales, alors que d'autres avaient subi des blessures physiques. Depuis cette libération, la pratique brutale de la détention arbitraire et de la disparition forcée d'hommes, de femmes et d'enfants innocents n'a pas cessé. La Syrie continue de propager l'instabilité dans toute la région. Le régime

a permis à la Russie d'utiliser la Syrie comme base logistique pour exporter ses activités déstabilisatrices vers l'Afrique et a inondé la région de drogues illicites.

Dans ce contexte, les États-Unis ne normaliseront pas leurs relations avec Al-Assad, et nous décourageons fortement les autres de le faire. Nous ne lèverons pas nos sanctions contre Al-Assad et n'appuierons pas la reconstruction en l'absence de réformes véritables, globales et durables et de progression du processus politique. Nous renouvelons notre appel à un cessez-le-feu national et à libérer humainement les personnes injustement détenues, ainsi qu'à déterminer ce qu'il est advenu des personnes portées disparues, y compris celles qui sont décédées, et nous demandons au régime d'Al-Assad de participer enfin de bonne foi au processus politique.

Sur le plan humanitaire, les besoins du peuple syrien ont atteint leur plus haut niveau depuis le début du conflit. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, des millions de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays ou sont parties chercher refuge dans les pays voisins ou plus loin. Nous accueillons avec satisfaction les informations selon lesquelles l'ONU a ramené son opération transfrontière au niveau d'avant le séisme et parvient de nouveau à fournir une aide à des millions de personnes dans le nord-ouest de la Syrie en acheminant des denrées alimentaires, des fournitures de santé, des abris, de l'eau et des produits d'hygiène à travers la frontière. Il est clair que cet accès élargi a un impact positif sur le peuple syrien. Il reste évident que rien ne peut remplacer l'accès à travers la frontière. Nous sommes déterminés à appuyer la mise en œuvre de la résolution 2672 (2023), notamment en acheminant l'aide à travers les lignes de front. Nous demandons instamment à toutes les parties d'éliminer les obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire à travers les lignes de front dans toutes les régions de la Syrie.

Enfin, les États-Unis continuent de rejeter toute suggestion selon laquelle l'aide humanitaire est bloquée par les sanctions américaines. Nous maintenons en place des dérogations robustes pour raisons humanitaires et accueillons favorablement toute discussion de bonne foi avec l'ONU et les autres acteurs en vue de traiter les cas spécifiques dans lesquels les acteurs humanitaires n'ont pu mener leurs activités en raison de mesures prises par les États-Unis.

M^{me} Baeriswyl (Suisse) (*parle en anglais*) : Je fais cette déclaration au nom des corédacteurs chargés du dossier humanitaire syrien, le Brésil et la Suisse.

Je tiens en premier lieu à remercier l'Envoyé spécial Pedersen et M^{me} Doughten, Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de leurs exposés utiles. Les informations qu'ils ont partagées montrent clairement que la situation humanitaire en Syrie est désastreuse et que les besoins sont plus importants que jamais.

Le conflit armé prolongé en Syrie a engendré l'une des pires crises humanitaires de notre époque. Les effets du tremblement de terre ont aggravé les souffrances et les traumatismes des civils en Syrie. Il importe de tenir compte des conséquences à long terme d'une catastrophe naturelle de grande ampleur, qui dépasseront largement le cadre de l'intervention d'urgence initiale. L'insécurité alimentaire croissante qui touche aujourd'hui jusqu'à 12 millions de personnes en Syrie et l'incapacité croissante à subvenir à leurs besoins rendent la situation de nombreux Syriens encore plus difficile.

L'impact des 12 dernières années sur les infrastructures d'approvisionnement en eau et de santé du pays a contribué à l'épidémie de choléra en Syrie, qui touche en particulier les enfants en bas âge. L'accès limité à l'eau et le manque d'assainissement augmentent le risque d'épidémie. L'érosion du tissu social et économique risque d'accélérer l'effondrement des infrastructures critiques, telles que les systèmes d'eau, ce qui pourrait entraîner d'autres problèmes de santé publique. Les tremblements de terre ont aggravé la vulnérabilité des communautés surchargées. La surpopulation dans des logements inadéquats, les déplacements et l'accès inéquitable à l'eau et aux services de santé créent des conditions de vie inhumaines et contribuent à accroître ces risques.

Pour que l'ONU et ses partenaires puissent réagir à ces problèmes et les prévenir, il sera essentiel de financer l'appel éclair lancé pour le tremblement de terre en Syrie et le plan d'aide humanitaire 2023 pour le pays. Il importe que tous les piliers du plan d'aide humanitaire soient financés, y compris le troisième pilier. Les activités de renforcement de la résilience et de relèvement rapide contribuent à améliorer les moyens de subsistance et l'accès aux services de base. Comme le Secrétaire général le souligne clairement dans le rapport qu'il doit soumettre tous les 60 jours (S/2023/284), l'assistance transfrontière demeure un élément indispensable pour garantir l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes les plus vulnérables. Les mesures prises par le Gouvernement syrien au lendemain des tremblements de terre ont contribué à améliorer l'accès aux populations vulnérables, y

compris pour le personnel des Nations Unies. Nous espérons que l'accès étendu et facilité sera préservé aussi longtemps que nécessaire, conformément aux évaluations de l'OCHA.

La Suisse et le Brésil renouvellent les appels lancés à toutes les parties pour qu'elles facilitent un accès rapide, sans entrave et durable pour l'aide humanitaire. Toutes les modalités d'acheminement de l'aide, y compris l'acheminement de l'aide à travers la frontière et à travers les lignes de front, sont nécessaires. À cet égard, nous nous félicitons de l'amélioration de l'accès humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie, notamment de l'ouverture de deux nouveaux points de passage de la frontière et du nombre élevé de missions interinstitutions transfrontières des Nations Unies. En outre, nous rappelons une fois de plus que toutes les parties doivent respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire. Il s'agit notamment de prendre des mesures concrètes pour prévenir et réduire au minimum les effets des conflits armés sur les personnes les plus vulnérables, telles que les enfants. Sans solution politique, il ne pourra y avoir de paix durable en Syrie et les besoins humanitaires perdureront. La communauté internationale a le devoir moral et humanitaire de ne pas abandonner le peuple syrien à l'heure où ses besoins sont urgents. Le Conseil de sécurité doit placer le bien-être de la population syrienne au centre de ses décisions et se rassembler derrière l'impératif humanitaire.

(l'oratrice poursuit en français)

Je voudrais ajouter quelques points à titre national sur la situation politique en Syrie.

Comme nous venons de l'entendre de l'Envoyé spécial Pedersen, que je remercie pour sa présentation, la résolution 2254 (2015) reste pertinente aujourd'hui. Les dynamiques actuellement à l'œuvre dans la région devraient profiter, en premier lieu, à l'Envoyé spécial, afin de parvenir à une solution politique qui assure la paix et la sécurité dans le pays et dans la région, conformément aux critères définis dans la résolution 2254 (2015). La Suisse soutient les efforts de l'Envoyé spécial à cet égard. Elle reste également à disposition pour accueillir à Genève tous types de pourparlers et d'initiatives visant à promouvoir une paix durable en Syrie. Après plus de 12 ans de conflit et de nombreuses atteintes aux droits humains des Syriennes et des Syriens, il est essentiel de faire respecter un cessez-le-feu au niveau national. Dans toutes les régions du pays, les souffrances des populations, en particulier des enfants, sont exacerbées par la continuation, et parfois la recrudescence, des hostilités. À ce titre, la

Suisse appelle les membres du Conseil à demeurer unis dans leur plaidoyer pour la désescalade.

Il ne peut y avoir de paix durable sans justice. Face aux violations graves du droit international, la Suisse tient à réitérer son plein soutien à la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne du Conseil des droits de l'homme et au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, dont le travail est fondamental pour lutter contre l'impunité. L'engagement de toutes les composantes de la société syrienne est également nécessaire pour avancer la paix. Conformément à la résolution 2254 (2015), la Suisse souligne une fois encore l'importance d'une participation pleine, égale et significative des Syriennes aux décisions qui engagent leur avenir, leurs besoins et leurs aspirations. Ceci inclut leur engagement dans les processus politiques et dans tous les efforts pour la résolution du conflit. À cet égard, il est indispensable que les Syriennes soient libres de toute crainte de discrimination ou de violence basée sur le genre.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie l'Envoyé spécial Geir Pedersen et la Directrice Lisa Doughten de leurs exposés.

Le processus politique en Syrie est toujours dans l'impasse. Les terroristes continuent de sévir à l'intérieur de la Syrie. L'Envoyé spécial Geir Pedersen continue d'œuvrer, dans des conditions très difficiles, à la reprise des réunions de l'organe restreint de la Commission constitutionnelle, et d'encourager un rapprochement entre les parties sur la base d'une approche progressive afin d'instaurer une confiance mutuelle. La Chine salue ces efforts. Quelle que soit la durée du conflit, ce qu'il faudra, en définitive, c'est une solution politique. La Chine invite toutes les parties à coopérer activement avec l'Envoyé spécial dans l'intérêt du peuple syrien et à faire des progrès sur le volet politique dès que possible. La récente interaction positive entre la Syrie et les pays de la région a envoyé un signal positif à l'ensemble de la communauté internationale. Nous espérons que ces progrès insuffleront un nouvel élan au processus politique en Syrie. La communauté internationale doit déployer des efforts conjoints pour combattre Daech, Hay'at Tahrir el-Cham, le Mouvement islamique du Turkestan oriental-Parti islamique du Turkestan et d'autres groupes terroristes en Syrie afin de réduire l'envergure de leurs activités et de circonscrire leurs effets néfastes et travailler ensemble pour mettre un

terme à tout acte visant à cautionner, abriter ou exploiter politiquement les forces terroristes.

La situation humanitaire en Syrie demeure catastrophique. La communauté internationale doit combiner efficacement l'aide humanitaire apportée à la Syrie aux efforts de reconstruction après les catastrophes afin de promouvoir une amélioration fondamentale de la situation humanitaire dans le pays. Le mécanisme d'acheminement de l'aide humanitaire à travers les lignes de front doit être vigoureusement promu. La Chine félicite le Gouvernement syrien d'avoir simplifié le processus d'approbation afin de faciliter l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front. Nous demandons instamment aux acteurs qui contrôlent effectivement le nord-ouest de la Syrie de cesser de créer des obstacles aux opérations à travers les lignes de front. Une aide humanitaire suffisante doit être garantie. Face aux catastrophes, la réponse humanitaire devrait et doit être renforcée, et non réduite. Nous appelons la communauté internationale à fournir un appui financier suffisant au plan d'aide humanitaire d'urgence pour la Syrie. Les projets de relèvement rapide doivent être encouragés et mis en œuvre de manière coordonnée, et il incombe au Secrétariat de se concerter étroitement avec toutes les parties et de s'employer à élaborer des plans.

Au cours du mois dernier, au moins 115 civils syriens ont été tués par des restes explosifs de guerre, et les travaux pertinents à cet égard doivent être inclus dans le champ d'application des projets de relèvement rapide dès que possible. Les sanctions unilatérales illégales doivent être entièrement levées. Les pays concernés ont annoncé un assouplissement temporaire ou une suspension des sanctions unilatérales visant la Syrie à la suite du tremblement de terre. Toutefois, cet ajustement ne peut masquer les dommages systémiques causés par les sanctions unilatérales à long terme. Les pays concernés doivent lever immédiatement et sans condition les sanctions unilatérales illégales visant la Syrie afin de ne pas aggraver la catastrophe humanitaire.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, et Mme Lisa Doughten de leurs exposés très utiles. Je voudrais également saluer l'action menée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, les organismes humanitaires et les organisations non gouvernementales dans les conditions particulièrement difficiles qui ont prévalu ces derniers mois.

Les tremblements de terre survenus en février dernier ont exacerbé la situation humanitaire désastreuse

et ont rendu les opérations dans le nord-ouest du pays encore plus complexes. Entre-temps, comme l'a souligné l'Envoyé spécial, le conflit se poursuit. Entre le 6 février et le 10 avril, le régime syrien et ses alliés ont mené des attaques terrestres à proximité des camps où se sont réfugiées les victimes du tremblement de terre. Une école, des installations médicales, des marchés et des lieux de culte ont été touchés.

Ce dont les humanitaires ont besoin pour s'acquitter de leur mission est clair : un accès humanitaire régulier et prévisible, toutes modalités confondues, à tous les Syriens. M^{me} Doughten a souligné ce point dans son exposé. Le fait de ne pas savoir si les points de passage de la frontière de Raaï et de Bab el-Salam resteront ouverts au-delà du mois prochain compromet la capacité des travailleurs humanitaires de planifier leurs activités et d'effectuer leurs tâches en toute sécurité. Les personnes qui en paient le prix sont les Syriens qui ont besoin de leur aide. Je tiens à préciser que le Conseil doit être prêt à agir pour garantir l'accès des travailleurs humanitaires à tous les Syriens, y compris aux 4,1 millions de personnes vivant dans le nord-ouest du pays.

Comme nous l'avons dit à maintes reprises et le répétons aujourd'hui, une solution politique est indispensable pour mettre fin aux souffrances du peuple syrien. La résolution 2254 (2015) reste la pierre angulaire d'une future Syrie pacifique qui ne déstabilise pas l'ensemble de la région. En l'absence d'un cessez-le-feu, les Syriens ne pourront pas reconstruire leur vie. En l'absence d'une réconciliation nationale et d'engagements sur la libération des détenus, les réfugiés ne seront pas assurés de pouvoir rentrer dans leur pays en toute sécurité. En l'absence d'informations sur les personnes portées disparues, les familles souffriront à jamais de ne pas savoir ce qu'il est advenu de leurs proches. Ces éléments représentent une voie à suivre pour parvenir à une paix durable. Nous saluons les efforts importants déployés en ce sens et exhortons le régime à coopérer immédiatement et de bonne foi.

M. de Rivière (France) : Je remercie M. Pedersen et M^{me} Doughten pour leurs interventions. J'aimerais insister sur deux points.

Premièrement, seule une solution politique mettra un terme aux souffrances des Syriens. Comme chaque mois, nous le répétons : la guerre en Syrie n'est toujours pas finie. C'est la raison pour laquelle la France appelle à un cessez-le-feu national sans délai, et rappelle que les frappes contre des infrastructures civiles constituent une violation du droit international. La mise en œuvre de la

résolution 2254 (2015) permettrait de construire les bases d'une paix durable. Cette feuille de route a pourtant été ignorée par le régime et ses alliés : le régime refuse de s'engager de bonne foi dans le processus politique conduit par l'ONU, et la Russie a pris en otage la Commission constitutionnelle, qui ne se réunit plus depuis près d'un an. Dans ce contexte d'obstructions délibérées, la France réitère son plein soutien à la médiation menée par Geir Pedersen.

Face à la gravité des crimes commis en Syrie, la France continuera sans relâche son combat contre l'impunité : les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité doivent rendre compte de leurs actes. L'ONU a largement documenté les pratiques systématiques de violences sexuelles dans les prisons et centres de détention du régime. Il s'agit là d'un des exemples de la brutalité du régime. Les sanctions européennes visent à entraver les marges de manœuvre des auteurs de ces crimes.

Les dynamiques de normalisation à l'œuvre depuis le récent séisme ne permettront pas de stabiliser la Syrie de façon durable. En l'absence de processus politique, la Syrie continuera de déstabiliser la région : corruption, terrorisme, Captagon et impossible retour des réfugiés demeureront des réalités. C'est pourquoi l'Union européenne vient d'adopter de nouvelles sanctions ciblant des individus et entités impliqués dans le trafic de Captagon. Cette absence de perspective n'est acceptable ni pour le peuple syrien, ni pour les États de la région, ni pour la communauté internationale dans son ensemble. Ainsi, nous continuerons à être exigeants s'agissant du processus politique : le régime doit faire des gestes tangibles afin qu'un véritable processus soit enfin engagé.

Soyons clairs : répondre aux besoins humanitaires des Syriens est un impératif moral. Mais cela ne constitue pas une solution politique. La France est mobilisée, comme elle l'a toujours été depuis 12 ans, pour soutenir et pour aider le peuple syrien. Depuis le séisme, nous avons ainsi débloqué 26 millions d'euros, en plus des 40 tonnes de matériel d'urgence qui ont été acheminées. Les tremblements de terre du 6 février dernier ont ajouté des difficultés à une situation déjà très dégradée. Il est essentiel de garantir l'acheminement de l'aide par tous les moyens. Le séisme a démontré qu'il était indispensable de pouvoir disposer de plusieurs points d'accès transfrontalier. La complexité des opérations humanitaires demeure entière en raison de la nature du régime. L'acheminement de l'aide par le biais du mécanisme transfrontalier et par les convois à travers les lignes reste une double nécessité.

La France déplore l'arrêt de ces derniers depuis fin janvier. La brutalité de la répression depuis 12 ans a causé le plus grand mouvement de déplacement de population du XXI^e siècle. Les 12 millions de personnes déplacées ou réfugiées aspirent à revenir dans leur foyer en Syrie lorsque les conditions seront réunies. Aujourd'hui, elles ne le sont pas.

La réponse internationale au séisme ne saurait faire oublier la réalité. Il ne faut pas inverser les responsabilités. La situation humanitaire en Syrie est catastrophique avant tout parce que le régime a commis des crimes de grande ampleur contre sa population.

M. Spasse (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et M^{me} Doughten de leurs exposés.

Le peuple syrien vient d'entrer dans la treizième année de sa plongée dans un désespoir, un dénuement et une destruction toujours plus profonds, sans qu'aucune issue ne se profile. L'ampleur de la catastrophe humanitaire qui s'est abattue sur lui est tout simplement inimaginable. Les tremblements de terre et les inondations catastrophiques, ainsi que la violence persistante, ne font qu'amplifier cette misère sans fin. Dans cette adversité insoutenable, le peuple syrien doit pouvoir compter sur notre empathie et notre détermination à placer son sort au cœur de nos travaux. La politisation de l'aide humanitaire et de l'accès aux personnes dans le besoin est absolument injustifiable. L'aide doit être centrée sur les personnes et répondre à leurs besoins. C'est dans cet esprit que nous plaçons en faveur d'un accès humanitaire sans entrave à tous ceux qui en ont besoin sur l'ensemble du territoire syrien. L'accès doit être déterminé en fonction des besoins. La réouverture des points de passage de Bab el-Salam et de Raai est une mesure bienvenue pour répondre aux besoins croissants, et ces points de passage doivent rester ouverts aussi longtemps que nécessaire. Nous réaffirmons notre position, à savoir que l'aide doit parvenir à ceux qui en ont besoin par tous les modes d'acheminement, y compris à travers la frontière et les lignes de front. Nous comptons sur le Conseil pour trouver la détermination et l'unité nécessaires pour faire en sorte que tous les obstacles à l'aide soient levés. Nous continuerons à travailler de manière constructive avec tous pour que le Conseil renouvelle le mécanisme transfrontière en juillet.

Le peuple syrien se trouve dans cette situation intolérable à cause du régime syrien et de ses alliés, qui se rendent coupables de violations flagrantes des droits de l'homme, notamment en prenant délibérément pour cible des civils. La communauté internationale doit redoubler

d'efforts pour mettre fin à la violence. Nous appelons le régime d'Al-Assad à cesser une fois pour toutes ses frappes aériennes aveugles et ses bombardements de civils, et à respecter le droit international humanitaire.

Nous devons persévérer dans notre quête d'une solution politique durable et globale en Syrie et ouvrir la voie à une transition politique véritable et inclusive, avec la participation pleine, égale et véritable des femmes et de la société civile, conformément à la résolution 2254 (2015). Nous soutenons pleinement les efforts de l'Envoyé spécial Pedersen pour mettre en œuvre cette résolution du Conseil dans son intégralité, y compris son approche progressive pour faire avancer le processus politique et reprendre les travaux de la Commission constitutionnelle. Une diplomatie coordonnée et solide aux niveaux régional et mondial est nécessaire pour faire avancer le processus politique.

Il ne saurait y avoir de transition politique vers une Syrie démocratique sans justice transitionnelle et pleine application du principe de responsabilité pour toutes les violations flagrantes commises contre le peuple syrien. Sans justice, les perspectives de paix, de démocratie et de prospérité restent tout à fait illusoire. Si nous tolérons l'impunité, nous mettons en péril l'avenir de la Syrie. C'est pourquoi nous appuyons tous les efforts et mécanismes destinés à mettre fin à l'impunité et à rendre la justice, notamment le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, et sommes favorables à la création d'un nouvel organe chargé de faire la lumière sur le sort des personnes portées disparues.

Nous soutenons fermement le renvoi par le Conseil de la Syrie devant la Cour pénale internationale afin qu'une enquête soit ouverte sur les atrocités commises dans ce pays. Notre réponse aux exigences légitimes du peuple syrien en matière de justice et de dignité permettra de mesurer notre détermination, en tant que communauté internationale, à faire respecter les normes et les principes fondamentaux. Nous devons redonner au peuple syrien foi en la communauté internationale et redoubler d'efforts pour répondre à ses aspirations par des actions concrètes, tout d'abord au sein du Conseil.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie M. Geir Pedersen et M^{me} Lisa Doughten de leurs exposés importants.

Depuis longtemps, la situation politique ne montre aucun signe de progrès diplomatique qui laisserait

entrevoir la possibilité de mettre fin à la crise syrienne, qui est entrée dans sa treizième année. C'est pourquoi nous soulignons la nécessité d'intensifier les efforts afin de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le volet politique, d'une manière qui préserve la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie. Dans ce contexte, les Émirats arabes unis estiment que la diplomatie arabe peut notablement contribuer au règlement de la crise syrienne et à d'autres crises arabes. Aussi soulignons-nous la déclaration finale publiée suite à la réunion consultative entre le Conseil de coopération du Golfe, l'Égypte, la Jordanie et l'Iraq, tenue à Djedda ce mois-ci, laquelle réaffirme qu'une solution politique est le seul moyen de régler la crise syrienne et souligne qu'il importe que les dirigeants arabes s'associent à tous les efforts déployés à cette fin. Il s'agit notamment de mettre en place les mécanismes nécessaires et d'intensifier les consultations entre les États arabes pour garantir le succès de ces efforts. Nous savons gré au Royaume d'Arabie saoudite de ses efforts et de l'initiative qu'il a prise d'organiser cette réunion importante.

Par ailleurs, nous soulignons qu'il importe d'appuyer les efforts menés au niveau international et le travail de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie. Dans le même temps, nous réaffirmons qu'il est indispensable de mettre fin à la paralysie qui a été imposée à la Commission constitutionnelle dans un passé récent. La Commission est la seule instance chargée de mener un dialogue constructif, national, contrôlé et dirigé par les Syriens, sans ingérence ou imposition extérieure, afin de faire avancer le processus constitutionnel. Outre les efforts déployés au niveau politique, il est impératif de continuer de combler les lacunes en matière de sécurité afin de créer un environnement propice au rétablissement de la stabilité. Cela inclut la lutte contre le terrorisme, d'autant plus que les groupes terroristes continuent de lancer des attaques, comme nous l'avons vu récemment dans les campagnes de Deir el-Zor et de Hama. Il faut aussi instaurer un cessez-le-feu complet dans toutes les régions de la Syrie, et l'ingérence étrangère dans le pays doit prendre fin.

S'agissant de la situation humanitaire, nous estimons que, malgré son importance, l'aide d'urgence s'est avérée insuffisante pour atténuer la crise humanitaire aiguë en Syrie, car il s'agit d'une solution temporaire et non durable. Il faut s'efforcer de trouver des solutions radicalement différentes et à long terme, compte tenu notamment des graves conséquences que le tremblement de terre du 6 février a engendrées pour le peuple syrien. Il est surtout essentiel de ne pas politiser la situation

humanitaire et de soutenir les projets de remise en état et de reconstruction des infrastructures et des services publics. Les Syriens méritent de vivre dans la dignité et d'avoir accès aux services essentiels, tels que l'eau potable, l'électricité et les soins de santé. Nous rappelons que des centaines de milliers de Syriens vivent dans des tentes dépourvues des produits de première nécessité et peu fiables dans des conditions météorologiques difficiles. Dans ce contexte et dans le cadre des efforts humanitaires déployés par les Émirats arabes unis pour soutenir la phase de relèvement et de réhabilitation, nous avons lancé un projet visant à équiper 1 000 logements préfabriqués pour accueillir près de 6 000 Syriens touchés par le tremblement de terre, répartis dans sept zones de la province de Lattaquié.

Alors que nous continuons d'examiner les moyens durables permettant de répondre aux besoins humanitaires croissants, nous insistons sur la nécessité d'atteindre, par tous les moyens appropriés, toutes les zones touchées par le tremblement de terre. Il est regrettable que, depuis que le tremblement de terre a frappé, l'aide n'ait pas été acheminée à travers les lignes de front dans le nord-ouest de la Syrie en raison de l'obstruction arbitraire des groupes terroristes, au mépris flagrant des valeurs et des principes humanitaires, ce qui a exacerbé les souffrances des civils. Nous soulignons qu'il est indispensable de veiller à ce que l'aide acheminée à travers les lignes de front parvienne sans entrave à ceux qui en ont besoin, conformément à la résolution 2672 (2023). Nous soulignons également que tous les efforts possibles doivent être consentis pour faciliter le retour volontaire des réfugiés syriens dans leur pays d'origine en toute sécurité, ainsi que dans la dignité et l'honneur. Il est également impératif de répondre à leurs besoins humanitaires et d'en tenir compte pendant la mise en œuvre des projets de relèvement rapide et de reconstruction.

En conclusion, il est urgent de déployer des efforts à de nombreux niveaux afin que le peuple syrien puisse surmonter l'épreuve humanitaire difficile qu'il traverse depuis plus de 12 ans, reprendre une vie normale et reprendre le rôle historique qu'il joue pour l'enrichissement de la culture et la civilisation arabes.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Pedersen, et la Directrice Doughten de leurs déclarations d'aujourd'hui.

Comme nous venons de l'entendre, la population syrienne reste aux prises avec une multitude de crises humanitaires, politiques et de protection complexes. Des

besoins aussi importants rappellent brutalement qu'il est urgent pour la Syrie de connaître un progrès politique réel et juste. À la suite du tremblement de terre qui a frappé la Türkiye et la Syrie en février, les besoins humanitaires immédiats ont cédé la place à des besoins de protection nouveaux et plus graves. J'en veux pour exemple les abris collectifs qui ont été rapidement mis en place pour venir en aide aux familles qui avaient perdu leur logement. Selon les évaluations réalisées en Syrie par la section du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés chargée de la protection, le surpeuplement, la disponibilité limitée d'espaces sûrs et la distribution inadéquate d'eau, d'installations sanitaires et de produits d'hygiène ont augmenté l'exposition à la violence fondée sur le genre. Depuis les tremblements de terre, les personnes interrogées ont également fait état d'un stress psychologique aigu et de traumatismes sévères, particulièrement fréquents chez les enfants, qui présentent des niveaux inhabituels de pleurs, de tristesse, de cauchemars et de peur de bruits forts. Tout en gardant à l'esprit l'ampleur des besoins actuels, nous demandons à l'ONU et à tous ses partenaires de mise en œuvre de fournir des abris adéquats et appropriés aux femmes et aux enfants, qui ont des besoins spécifiques en matière d'intimité et de protection.

Dans le contexte de cette tragédie, nous sommes une fois de plus consternés d'entendre parler de la poursuite des bombardements et des frappes aériennes dans le nord-est et le nord-ouest de la Syrie, qui ont entraîné la mort d'autres civils. Malte a également été gravement perturbée par les meurtres brutaux de plus de 30 civils dans la province de Hama le 16 avril, qui ont été attribués à Daech. Cet incident est un nouveau rappel sinistre des dangers auxquels les civils ordinaires sont exposés au quotidien en Syrie. Malte souligne une fois de plus qu'il importe d'assurer un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave à tous ceux qui en ont besoin en Syrie, y compris ceux qui se trouvent dans le camp de Roukban. Outre l'ouverture récente des points de passage de Bab el-Salam et de Raai, il nous est agréable de constater que l'aide humanitaire passe régulièrement par Bab el-Haoua. Il est essentiel que ces points de passage restent ouverts et que l'autorisation de leur ouverture soit reconduite, et que le flux de l'aide qui y transite pour sauver et préserver des vies ne soit pas entravé.

À cet égard, nous souhaitons aussi voir augmenter le volume de l'aide humanitaire acheminée dans le nord-est et dans le nord-ouest dans le cadre du mécanisme d'acheminement de l'aide des Nations Unies à travers les lignes de front. Nous regrettons qu'aucune mission n'ait été envoyée dans le nord-ouest depuis notre dernière séance

(voir S/PV.9291). Nous appelons toutes les parties et ceux qui les influencent à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire en Syrie au moyen de tous les mécanismes. Malgré plus d'une décennie de guerre, aucun groupe ne peut régler à lui seul ce conflit. Malte souligne une fois encore l'importance de réaliser des progrès politiques en Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015). Ces progrès doivent inclure la participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes. Une transition politique crédible, inclusive et durable est plus que jamais nécessaire. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit.

Nous demeurons convaincus que les mesures qui seront adoptées doivent aussi être axées sur le concept d'une paix juste. À cet égard, Malte renouvelle son soutien à l'application du principe de responsabilité et à une justice transitionnelle fondée sur une procédure régulière dans le cas des personnes qui ont commis de graves violations du droit international. Nous appelons de nouveau les parties à reprendre les travaux de la Commission constitutionnelle à Genève. Les millions de Syriens qui recherchent et méritent la paix doivent être placés au cœur de la politique.

Les informations sur le sort des personnes portées disparues et le lieu où elles se trouvent restent essentielles. Les parties ont le pouvoir de faire des progrès significatifs en ce qui concerne la libération en toute transparence et vérifiable des personnes détenues arbitrairement en Syrie et de fournir des informations sur le lieu où se trouvent les personnes portées disparues et le sort qui leur a été réservé. De telles mesures permettraient d'atténuer la douleur et la souffrance des milliers de familles qui cherchent désespérément à savoir ce qu'il est advenu de leurs proches.

Enfin, le peuple syrien a besoin à la fois de progrès politiques et de certitudes humanitaires. Il nous incombe au Conseil de sécurité d'apporter notre contribution en ce sens, tout comme il incombe aux parties sur le terrain d'apporter la leur.

M. Biang (Gabon) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Ghana, le Mozambique et mon pays, le Gabon.

Nous remercions de leurs exposés éclairants l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Geir Pedersen, et la Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du

Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^{me} Lisa Doughten.

Nous nous félicitons de la participation à la séance d'aujourd'hui des représentants de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran et de la République de Türkiye.

Depuis le 6 février, la Syrie, déjà en proie à 12 années de conflit, a sombré dans un chaos indescriptible lorsqu'elle a été frappée, avec la Türkiye voisine, par plusieurs tremblements de terre et répliques sismiques. Le bilan est extrêmement lourd : pertes en vies humaines, souffrances et destructions d'infrastructures. En Syrie, 6 000 personnes sont mortes, des dizaines de milliers ont été blessées et 350 000 ont été déplacées, sans compter les dégâts massifs causés aux infrastructures, estimés par la Banque mondiale à 5,2 milliards de dollars.

La crise humanitaire actuelle a mis à mal la capacité des Syriens de subvenir à leurs besoins alimentaires immédiats et de préserver leurs moyens de subsistance. Quelque 12,1 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. L'accès fiable à une eau salubre et en quantité suffisante dans tout le nord de la République arabe syrienne reste problématique, avec en toile de fond les pandémies de maladie à coronavirus (COVID-19) et de choléra.

Nous tenons à saluer l'engagement sans faille sur le terrain de l'ONU et de ses partenaires aux côtés des Syriens. La mobilisation de la communauté internationale est également à la hauteur, comme en témoigne la conférence internationale des donateurs qui s'est tenue à Bruxelles le 20 mars en soutien aux populations syrienne et turque. Nous appelons néanmoins la communauté internationale à accroître son appui au plan d'aide humanitaire pour la Syrie, notamment pour ce qui est du relèvement rapide et des moyens de subsistance, qui restent malheureusement sous-financés.

(l'orateur poursuit en français)

Les trois membres africains du Conseil sont préoccupés par la persistance des hostilités en Syrie, en dépit des souffrances supplémentaires déclenchées par le séisme et des nombreux appels à un cessez-le-feu lancés dans tout le pays. Dans le nord de la Syrie, les hostilités continuent d'exacerber les souffrances des civils, les exposant à la mort, aux blessures et aux déplacements. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, un total de 58 civils, dont quatre femmes et huit enfants, ont été tués à la suite des hostilités. En outre,

au moins 33 civils, dont huit femmes et sept enfants, ont été blessés.

Par conséquent, nous réitérons notre appel à toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, notamment en veillant à épargner constamment les civils et les biens de caractère civil dans la conduite de leurs opérations militaires. En même temps, nous appelons tous les États ayant une influence sur les parties au conflit à les convaincre d'assurer la protection des civils en Syrie.

Nous réitérons également notre appel à un cessez-le-feu immédiat en Syrie pour faciliter l'acheminement de l'aide aux victimes. Nous exhortons toutes les parties à mettre de côté leurs divergences en cette période dans laquelle l'exigence et l'urgence humanitaire doivent prévaloir. Pour les trois membres africains du Conseil, l'accès des secours d'urgence constitue la pierre angulaire de la mobilisation. C'est donc le lieu de saluer une fois de plus la décision du Président syrien, Bashar Al-Assad, d'autoriser l'ouverture des deux nouveaux passages de Bab el-Salam et de Raai pour une durée de trois mois, en plus du passage de Bab el-Haoua. Nous espérons qu'en juillet, compte tenu des enjeux humanitaires hautement élevés sur le terrain, le Gouvernement syrien, en coopération avec l'ONU, autorisera la prorogation de l'acheminement transfrontière de l'aide humanitaire pour atteindre toutes les personnes dans le besoin. Nous notons avec intérêt que l'accès humanitaire au nord-ouest de la Syrie s'est amélioré, à la suite de l'ouverture de ces deux points de passage frontaliers supplémentaires de Bab el-Salam et de Raai. Quarante-sept missions transfrontières interinstitutions ont ainsi été menées à bien par l'ONU dans le nord-ouest de la Syrie depuis le 14 février.

Il importe de s'attaquer au problème des détenus, notamment en facilitant la libération des groupes vulnérables détenus, tels que les personnes âgées, les femmes et les enfants. La clarification du statut des personnes disparues serait en outre une mesure de confiance importante. Les progrès dans ce domaine contribueront davantage et positivement à l'approche progressive de l'Envoyé spécial Geir Pedersen sur la voie politique. Par ailleurs, tout en notant l'introduction récente d'exemptions permanentes liées aux tremblements de terre dans plusieurs régimes de sanctions unilatéraux, nous réitérons notre appel à la levée desdites sanctions, afin de ne pas entraver les opérations de secours au profit de la population syrienne dans le besoin.

Pour le Mozambique, le Ghana et le Gabon, les parties au conflit doivent saisir l'élan de soutien et

d'attention suscité par les tremblements de terre pour s'engager sur la voie politique, afin de résoudre les problèmes fondamentaux qui alimentent le conflit en Syrie. Il s'agit de s'engager sur la voie du dialogue syro-syrien de façon inclusive, sous les auspices de l'Envoyé spécial Geir Pedersen, en vue d'un règlement global de la crise syrienne, conformément à la résolution 2254 (2015).

Nous suivons de près les consultations de l'Envoyé spécial Geir Pedersen avec la société civile, y compris les femmes, en tant que composante essentielle du processus politique et de la construction d'une paix durable. Nous encourageons le Gouvernement syrien à élaborer des mesures législatives et politiques pour garantir l'égalité des sexes et appelons au respect des droits fondamentaux des femmes et des filles par toutes les parties.

Pour terminer, les trois membres africains du Conseil appellent toutes les parties prenantes et la communauté internationale dans son ensemble à inscrire leur action dans un cadre strictement humanitaire, loin de toute politisation, dans l'intérêt du peuple syrien.

M^{me} Shino (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et M^{me} Doughten de leurs exposés instructifs.

La crise syrienne entre maintenant dans sa treizième année, tandis que les ravages causés par les tremblements de terre de février perdurent. La situation de la population syrienne, qui vit au milieu du choléra et manque de logement, d'eau et d'électricité, est toujours aussi désespérée.

L'ouverture, en février, de deux points de passage supplémentaires à Bab el-Salam et Raaï, en plus de celui de Bab el-Haoua, joue un rôle vital dans l'acheminement de l'aide d'urgence vers les zones sinistrées. Néanmoins, étant donné l'ampleur de la catastrophe et ses effets persistants, il est urgent de renforcer l'aide internationale.

La période de trois mois initialement prévue pour l'utilisation de ces deux points de passage supplémentaires, convenue entre l'ONU et le Gouvernement syrien, expirera à la mi-mai. La majorité des habitants du nord-ouest de la Syrie dépendant totalement de l'aide fournie par l'ONU, nous exhortons le Gouvernement syrien à proroger sa décision.

Ce mois-ci, le Japon a accueilli la réunion des Ministres des affaires étrangères du Groupe des Sept, au cours de laquelle nous avons réaffirmé notre appui continu aux victimes du tremblement de terre et souligné l'importance de l'acheminement sans entrave de l'aide

humanitaire. La visite que notre collègue M. Miyake, Coordonnateur spécial pour la Syrie, a récemment effectuée à Alep, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, nous a permis de prendre directement connaissance des conditions désastreuses qui règnent sur le terrain. Nous appelons les donateurs internationaux à se mobiliser davantage en faveur du plan de réponse humanitaire de la Syrie, en complément de l'appel éclair lancé par l'ONU.

Seul un règlement politique peut véritablement contribuer à remédier à la crise syrienne, et le Japon demeure attaché au processus énoncé dans la résolution 2254 (2015). C'est pourquoi nous regrettons que le volet politique reste bloqué et qu'aucune solution ne soit en vue. Nous exhortons toutes les parties concernées à collaborer, dans un esprit constructif, à l'approche progressive de l'Envoyé spécial Pedersen. Nous sommes également préoccupés par le fait que la Commission constitutionnelle ne se soit pas réunie depuis près d'un an. Cet organe est une instance importante pour parvenir à une solution politique globale, et il ne doit pas être sapé pour des motifs politiques sans rapport avec la Syrie.

Enfin, la question des plus de 100 000 Syriens disparus reste une préoccupation majeure. Le Japon est reconnaissant à l'Envoyé spécial pour la priorité qu'il continue d'accorder à ce dossier, y compris sa collaboration avec le Gouvernement syrien. Nous nous félicitons aussi du rapport du Secrétaire général (A/76/890) qui propose de créer, par l'entremise de l'Assemblée générale, un nouvel organisme afin de faire la lumière sur le sort des disparus et de fournir un soutien adapté aux victimes, aux survivants et aux familles des personnes disparues, et nous examinerons cette proposition dans un esprit constructif.

La crise syrienne ne peut être résolue d'un coup de baguette magique, mais nous devons nous efforcer d'aider les personnes dans le besoin tout en instaurant la confiance entre les parties pour parvenir enfin à un règlement politique. Le Conseil de sécurité doit envoyer un message fort et uni indiquant qu'il n'abandonnera pas le peuple syrien.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Le Brésil remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, et la Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^{me} Lisa Doughten, de leurs exposés instructifs et du point qu'ils ont fait de la situation.

En ce qui concerne les questions humanitaires, le Brésil souscrit à l'intervention faite par la représentante de la Suisse au nom des corédacteurs. Je vais maintenant m'exprimer à titre national sur les aspects politiques du conflit.

Le Brésil demeure vivement préoccupé par la situation générale en Syrie. Nous sommes consternés par la poursuite des hostilités, en particulier dans le nord-est, qui causent des souffrances aux civils, les exposant aux risques de perdre la vie ou d'être blessé, et les obligeant à continuer de fuir, même au lendemain du tremblement de terre. Le Brésil se fait l'écho des appels lancés par le Secrétaire général aux parties pour qu'elles fassent preuve de la plus grande retenue, respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie et maintiennent les cessez-le-feu convenus. Toutes les attaques dirigées contre les civils et les infrastructures civiles doivent cesser immédiatement, conformément au droit international humanitaire.

Comme le Secrétaire général le souligne dans son dernier rapport, la situation à Hol et dans d'autres camps du nord-est de la Syrie reste dramatique. Nous nous faisons l'écho, à cet égard, de l'appel lancé par le Secrétaire général pour favoriser le retour volontaire des résidents de ces camps dans les régions de leur choix, en toute sécurité et dans la dignité.

Le Brésil est fermement convaincu que seul un processus dirigé et contrôlé par les Syriens permettra de parvenir à un règlement politique durable de ce conflit de longue date. La résolution 2254 (2015) propose une feuille de route susceptible d'ouvrir la voie à une paix durable, en restaurant l'unité et la souveraineté de la Syrie. Nous remercions l'Envoyé spécial des efforts déployés pour promouvoir la mise en œuvre de ses dispositions, y compris les échanges constants avec les principales parties prenantes.

Il est essentiel de rétablir les conditions d'un véritable dialogue entre les parties, ce qui suppose de réunir à nouveau l'organe restreint de la Commission constitutionnelle. Le Brésil partage néanmoins l'avis de M. Pedersen selon lequel il ne suffit pas de multiplier les réunions officielles. Nous avons besoin d'une volonté politique renouvelée. Si l'organe restreint reprend ses activités, ce doit être pour s'attacher véritablement à rapprocher les différents points de vue et à œuvrer en faveur de résultats propices à la paix, à la stabilité et à la réconciliation. Des résultats concrets sont attendus depuis longtemps. Nous notons avec satisfaction que l'Envoyé spécial continue de promouvoir un dialogue intersyrien par l'entremise du

Comité consultatif des femmes syriennes et du Bureau d'aide à la société civile syrienne.

Dans son dernier rapport (S/2023/284), le Secrétaire général exprime l'espoir que l'appui et l'attention qui ont suivi les séismes soient orientés vers un regain d'énergie et des progrès appréciables sur le plan politique afin de régler les problèmes fondamentaux qui alimentent le conflit. C'est également notre espoir. Le Brésil estime que la collaboration observée à la suite des tremblements de terre, y compris à l'échelon régional, montre qu'il est possible d'aller de l'avant. Nous estimons que la dynamique actuelle dans la région contribuera à la stabilité de la Syrie.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, et la Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^{me} Lisa Doughten, des informations qu'ils nous ont fournies.

Comme cela était prévisible, la situation humanitaire en Syrie continue de se détériorer de façon dramatique. La guerre prolongée, conjuguée aux conséquences des tremblements de terre, a plongé 8,8 millions de personnes touchées dans une situation de crise multidimensionnelle, dont le coût s'élève à 5 200 milliards de dollars, selon la Banque mondiale.

Dans ce contexte complexe, où nous sommes témoins d'une augmentation des cas de choléra, d'une crise de l'accès aux sources d'eau potable et de l'effondrement des services de santé, ma délégation salue et soutient les efforts déployés par l'Envoyé spécial Pedersen et les équipes de l'ONU sur le terrain pour continuer à aider la population syrienne, dont la survie dépend de l'aide humanitaire.

Nous nous félicitons des résultats obtenus dans le cadre du plan de réponse au tremblement de terre, lequel a permis la réouverture des écoles, l'enlèvement des gravats dans les zones densément peuplées, la construction d'abris d'urgence et la réalisation d'interventions pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, sans oublier les projets de relèvement rapide qui favorisent le rétablissement d'activités productives grâce à l'ouverture de petites entreprises.

Nous sommes toutefois préoccupés par le nombre élevé de personnes contraintes au déplacement à travers toute la Syrie. Selon les estimations, 350 000 Syriennes et Syriens n'ont pas d'endroit où vivre de manière permanente.

Les risques et les menaces pesant sur les personnes en situation de déplacement, en particulier les femmes et les enfants non accompagnés, constituent l'un des plus grands défis à relever.

À cela s'ajoutent le nombre croissant de personnes souffrant d'insécurité alimentaire, la flambée des prix des produits de première nécessité, le manque d'emplois décents et le désespoir face aux perspectives réelles de créer des conditions propices à une solution politique au conflit, conformément à la résolution 2254 (2015).

Nous nous associons à l'appel lancé par le Secrétaire général au Gouvernement syrien pour qu'il fournisse d'urgence des réponses sur le sort d'environ 100 000 personnes portées disparues.

L'Équateur appelle à réunir les conditions permettant aux mécanismes existants de mener des enquêtes exhaustives, indépendantes et impartiales sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, afin que les responsables soient poursuivis devant les instances compétentes.

Ma délégation déplore que dans cette situation si précaire pour la population civile, des incidents de sécurité continuent d'être enregistrés, notamment des frappes aériennes, des détonations d'engins explosifs improvisés, des assassinats sélectifs, des enlèvements, des bombardements et des attaques contre des postes de contrôle, qui menacent la vie et la sécurité des civils et des infrastructures stratégiques et sont contraires aux dispositions du droit international humanitaire.

L'Équateur engage vivement les parties à établir un cessez-le-feu définitif dans toutes les régions du pays afin que l'aide humanitaire puisse être acheminée sans entrave aux personnes qui en ont le plus besoin. Nous espérons également que les points de passage de la frontière de Bab el-Salam et de Raai resteront ouverts indéfiniment afin de garantir la distribution permanente de l'aide humanitaire par toutes les modalités possibles.

Ma délégation réaffirme une fois de plus son engagement à soutenir les initiatives du Conseil de sécurité qui contribuent au règlement de la grave situation dans laquelle se trouve la population syrienne. La volonté politique du Gouvernement syrien et l'engagement des pays de la région et de la communauté internationale dans son ensemble sont indispensables pour ouvrir la voie à une paix durable et à l'amélioration des conditions de vie dans ce pays.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Sabbagh (Syrie) (*parle en arabe*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et M^{me} Doughten de leurs exposés.

Alors que le peuple syrien s'efforce de faire face à une situation humanitaire difficile et complexe ainsi qu'aux conséquences du tremblement de terre dévastateur qui a frappé la Syrie le 6 février, les forces d'occupation israéliennes ont intensifié leurs attaques contre la souveraineté des territoires syriens au cours des dernières semaines et des derniers jours. Les forces des États-Unis présentes illégalement dans le nord-est du pays ont poursuivi leurs attaques contre la souveraineté syrienne et leur pillage des ressources et des richesses syriennes. Qui plus est, divers groupes terroristes continuent d'attaquer les civils, empêchant ainsi l'aide humanitaire de parvenir aux populations des zones touchées dans le nord-ouest de la Syrie. En outre, des mesures de terrorisme économique et de punition collective continuent d'être imposées au peuple syrien du fait de sanctions unilatérales illégales qui empêchent l'amélioration de la situation humanitaire et la satisfaction des besoins humanitaires de la population syrienne.

La Syrie est attachée à des relations fraternelles avec les pays arabes et s'emploie à les renforcer, ce qui est dans l'intérêt du monde arabe et de la région. Cela joue également un rôle essentiel à l'heure de soutenir et d'aider le peuple syrien à surmonter les défis actuels, y compris en ce qui concerne le rétablissement de la stabilité dans toute la Syrie et la libération de l'ensemble de ses terres.

La Syrie cherche à s'engager dans un processus qui conduirait à une action arabe commune et à renforcer ses relations bilatérales avec les États arabes frères. À cette fin, le Président de la République a effectué d'importantes visites au Sultanat d'Oman et aux Émirats arabes unis.

Le Ministre des affaires étrangères et des expatriés et d'autres responsables syriens ont également effectué des visites de travail en Égypte, au Royaume d'Arabie saoudite, en Algérie et en Tunisie, au cours desquelles ils ont discuté de l'unification des efforts arabes pour parvenir à une solution politique aux crises auxquelles nos peuples sont confrontés, tout en préservant l'unité et l'intégrité territoriale de nos pays et en soutenant nos institutions étatiques. Au cours de ces visites, l'importance du renforcement de la sécurité et de la stabilité, de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses

manifestations et du resserrement de la coopération dans la lutte contre la contrebande et le trafic de stupéfiants a également été soulignée.

Israël a poursuivi ses attaques sur les territoires syriens, touchant des bâtiments résidentiels, des aéroports civils et des infrastructures à Damas et alentour, dans la région du sud, à Alep, à Homs et dans les zones rurales de la province, entraînant la mort de civils innocents, faisant des blessés et causant des dégâts matériels importants. Dans une coïncidence flagrante, l'organisation terroriste Daech a continué de cibler de manière répétée des civils non armés. Elle a notamment lancé une attaque contre des civils qui récoltaient des truffes dans la partie est de la province de Hama, faisant 26 morts.

Ces attaques simultanées et coordonnées révèlent des similitudes entre le terrorisme de Daech et le terrorisme israélien et prouvent qu'ils sont les deux faces d'une même pièce, l'objectif étant, sans l'ombre d'un doute, de prolonger la crise syrienne et d'épuiser les ressources de la Syrie.

La République arabe syrienne met une nouvelle fois en garde Israël et ses soutiens contre les dangers de ces politiques irresponsables, qui poussent la région vers une escalade généralisée et une nouvelle phase d'insécurité et d'instabilité. Elle demande au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités en condamnant ces violations, en s'efforçant d'y mettre fin, en veillant à ce qu'elles ne se répètent pas et en demandant à Israël d'en rendre compte.

Dans un contexte connexe, les forces des États-Unis d'Amérique, présentes illégalement sur le territoire syrien, ont lancé une attaque sur certaines zones de la province de Deir el-Zor, faisant plusieurs victimes et causant des dégâts matériels. Il s'agit là d'une véritable incarnation du crime d'agression, dont découlent d'autres crimes et violations, commis par ces forces contre la Syrie et son peuple. Tous les prétextes invoqués par l'Administration des États-Unis à cet égard constituent une tentative infructueuse de justifier sa violation flagrante de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie, de la Charte des Nations Unies, des règles du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Mon pays renouvelle son appel aux États-Unis pour qu'ils cessent leur approche hostile à l'égard de la Syrie, qu'ils mettent fin à leur présence militaire illégale sur le territoire syrien, qu'ils cessent de soutenir des entités terroristes et des groupes séparatistes et qu'ils mettent fin à leur pillage systématique de ses ressources naturelles et de ses richesses nationales.

La Syrie demande au Conseil de sécurité de condamner toutes les formes de violation de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne ainsi que toute ingérence dans ses affaires intérieures, y compris les tentatives répétées d'infiltration du territoire syrien par des délégations d'États occidentaux, dont certains sont membres du Conseil de sécurité. La tentative la plus récente a été l'infiltration illégale du territoire de la République arabe syrienne par plusieurs sénateurs français, le 31 mars, dans la région du nord-est du pays. Cet exemple reflète la mentalité coloniale de l'Europe, en général, et de la France, en particulier. Il s'agit d'une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Les efforts déployés par la Syrie pour fournir à travers les lignes de front une aide humanitaire à toutes les personnes qui en ont besoin, y compris dans le nord-ouest, notamment après le tremblement de terre, se sont heurtés à un défi majeur, à savoir que les organisations terroristes présentes dans cette région ont refusé de laisser passer les convois d'aide. En outre, elles ont attaqué des zones protégées ainsi que les forces syriennes présentes dans la zone de désescalade. Il est déplorable que le Conseil de sécurité ne dise mot et reste les bras croisés face à tous ces agissements, ce qui est pour le moins suspicieux. La République arabe syrienne a déployé des efforts exceptionnels pour faire face aux répercussions du tremblement de terre, notamment la décision souveraine d'ouvrir deux points de passage supplémentaires à la frontière, Bab el-Salam et Raaï, pour une période de trois mois, afin d'assurer l'acheminement et la livraison de l'aide humanitaire d'urgence à notre peuple dans le nord-ouest. La Syrie a octroyé des autorisations générales pour l'acheminement de l'aide à l'intérieur du pays, et délivre par ailleurs des visas à un rythme record pour permettre au personnel de l'ONU et aux travailleurs humanitaires d'entrer sur le territoire afin d'accomplir les tâches qui leur ont été confiées.

Cependant, l'intervention humanitaire à la suite du tremblement de terre est bien plus complexe et ne se limite pas à répondre aux besoins urgents des populations touchées. Il importe dès lors de redoubler d'efforts et de prendre des initiatives concrètes pour élargir le champ des activités humanitaires, notamment en doublant la taille des projets de relèvement rapide. Hier, le Gouvernement syrien a adopté un plan global pour faire face aux répercussions du tremblement de terre, dont l'objectif est de coordonner les efforts des institutions de l'État, des acteurs de la société civile et des organisations internationales afin de réhabiliter les zones sinistrées. Le plan de

travail national est axé sur l'être humain et vise à garantir les conditions d'une vie digne.

Les mesures coercitives unilatérales illégales imposées à la Syrie par les États-Unis et l'Union européenne entravent de plus en plus l'amélioration de la situation humanitaire et constituent un moyen de punir collectivement le peuple syrien. Le fait que ces États parlent d'une suspension partielle et temporaire n'est que propagande pour tenter d'atténuer la pression et les critiques dont ils font l'objet. La complexité des régimes de sanctions ne contribue pas à dissiper les incertitudes des États Membres, des intervenants humanitaires, des donateurs ou des institutions financières qui souhaiteraient prendre part à l'aide fournie à la Syrie. Par conséquent, ces exceptions ne permettent pas de répondre de manière adéquate ou suffisante aux besoins humanitaires, en particulier dans les situations d'urgence et de catastrophes naturelles, qui nécessitent une réponse plus globale.

La Syrie exige que les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne respectent la Charte des Nations Unies, les principes du droit international et les instruments relatifs aux droits humains, et qu'ils lèvent immédiatement et sans condition les mesures coercitives illégales qu'ils lui ont imposées.

Avant de terminer ma déclaration, je voudrais évoquer les tentatives persistantes de certains États de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Syrie. La dernière en date est l'initiative menée par un groupe d'États en vue d'imposer un nouveau mécanisme politisé. Ces États prétendent que celui-ci permettrait d'élucider le sort des personnes portées disparues en Syrie. Ils s'appuient sur les mensonges propagés par les États-Unis et leurs alliés occidentaux. Mon pays s'est déclaré opposé à la mise en place de tout mécanisme qui ne servirait pas l'intérêt supérieur du peuple syrien et qui serait établi sans le consentement du Gouvernement.

La Syrie affirme qu'elle continuera à jouer le rôle qui lui incombe en tant que nation dans la recherche des personnes disparues aux mains des groupes terroristes ou à la suite des crimes et des attaques des forces des États-Unis et de leurs alliés présents illégalement sur le territoire syrien. Elle poursuivra également ses efforts dans le cadre du processus d'Astana, qui met notamment l'accent sur la question des personnes portées disparues.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Irvani (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Nous remercions M. Pedersen et M^{me} Dough-ten de leurs exposés actualisés et riches en informations sur l'évolution récente de la situation en Syrie.

Malgré les efforts soutenus déployés par l'ONU et les organisations humanitaires, la situation humanitaire en Syrie reste difficile, en particulier après le tremblement de terre du 6 février, comme cela a été souligné au cours des exposés d'aujourd'hui. Nous sommes préoccupés par le niveau actuel de financement du plan d'aide humanitaire pour la Syrie. Comme il est indiqué dans le dernier rapport en date de l'ONU, au 20 mars, seuls 5,6 % du montant total nécessaire pour 2023 ont été reçus.

La fourniture d'une aide humanitaire impartiale et non politisée à toutes les régions de la Syrie est essentielle pour sauver des vies. Toutefois, il est également indispensable de planifier l'aide humanitaire de manière à contribuer à la restauration des infrastructures ainsi qu'à la reconstruction et au renforcement de l'économie syrienne, et de soutenir le développement à long terme et durable du pays. Le maintien des sanctions unilatérales est un obstacle majeur à l'amélioration de la situation humanitaire et économique en Syrie. Ces mesures illégales ont eu un effet préjudiciable sur l'économie et le niveau de vie de la population et ont limité la capacité du Gouvernement à fournir des services essentiels. Le récent séisme en Syrie a rendu encore plus cruciale la levée de ces mesures injustes.

Nous répétons notre appel à l'application équilibrée et dans son intégralité de la résolution 2672 (2023) et soulignons l'importance de se concentrer sur les projets de relèvement rapide afin de répondre aux besoins urgents de toutes les Syriennes et de tous les Syriens touchés par la crise. Il convient également de déployer d'importants efforts pour améliorer l'acheminement de l'aide humanitaire en Syrie, comme il est souligné dans la résolution. Malgré l'importance que revêt une augmentation des livraisons à travers les lignes de front, il ressort du rapport de l'ONU qu'aucun progrès n'a été réalisé dans ces opérations, en particulier dans le nord-ouest de la Syrie, où les zones touchées sont sous le contrôle d'organisations terroristes.

Nous insistons sur le fait que tout mécanisme d'assistance doit être mis en œuvre en coordination avec le Gouvernement syrien et dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie. Nous félicitons le Gouvernement syrien de sa détermination à aider l'ONU et d'autres organisations internationales en mettant à leur disposition des installations en vue de

faciliter l'acheminement de l'aide et des secours dans les zones touchées par les crises.

La République arabe syrienne a décidé de manière souveraine d'ouvrir deux points de passage supplémentaires à la frontière afin de faciliter l'intervention humanitaire dans les zones touchées par le conflit, notamment celles qui sont sous le contrôle d'organisations terroristes. Le Secrétaire général indique dans son rapport que l'ouverture de ces deux points de passage supplémentaires a amélioré l'acheminement de l'aide humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie. Nous saluons ces efforts et appelons toutes les parties à continuer à œuvrer en faveur d'un accès humanitaire sûr, rapide et efficace à l'ensemble des personnes qui en ont besoin.

Nous appuyons fermement les efforts déployés par l'Envoyé spécial et sa collaboration active avec toutes les parties. Nous soutenons la reprise des réunions de la Commission constitutionnelle dans les plus brefs délais afin de poursuivre les progrès accomplis dans la résolution de la crise.

L'Iran s'engage, aux côtés de ses partenaires dans le cadre du processus d'Astana, à promouvoir une normalisation durable de la situation en Syrie et dans les environs. Nous appuyons la poursuite du dialogue entre la Syrie et la Türkiye dans le cadre de cette démarche. L'Iran appuie également la coopération et les efforts entrepris dans le cadre du processus d'Astana afin de faire la lumière sur le sort des personnes portées disparues. Il est par ailleurs capital de tout mettre en œuvre pour faciliter le retour des réfugiés syriens dans leur patrie, en toute sécurité et dans la dignité, et pour répondre à leurs besoins humanitaires.

La présence illégale de forces militaires étrangères en Syrie, y compris des forces américaines, constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international et est la principale source d'insécurité dans le pays. Nous appelons au retrait immédiat et complet de ces forces illégales, car il est indispensable pour créer un environnement propice au règlement de la crise et au rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région.

Nous nous félicitons de l'amélioration des relations diplomatiques de la Syrie dans la région et au-delà, en particulier avec les pays arabes frères, en vue de garantir la sécurité, la stabilité et la prospérité du pays. Le renforcement de ces relations pourrait également faciliter le retour sûr et durable des réfugiés et des personnes déplacées. Nous nous engageons à soutenir ces efforts.

Pour terminer, nous condamnons une fois de plus fermement les violations persistantes de la souveraineté

et de l'intégrité territoriale de la Syrie par le régime israélien, qui poursuit son agression et ses attaques terroristes. Ces attaques ont causé des préjudices considérables aux civils syriens et aux infrastructures essentielles. Le Conseil de sécurité doit abandonner sa politique de deux poids, deux mesures et répondre de manière constructive aux appels que ne cesse de lui lancer la Syrie pour qu'il mette fin à ces actes d'agression.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Türkiye.

M. Önal (Türkiye) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Envoyé spécial Pedersen et la Directrice Doughten de leurs exposés.

Les tremblements de terre survenus en février en Türkiye et en Syrie ont aggravé la situation humanitaire en Syrie. Cette catastrophe a démontré une fois de plus l'urgence qu'il y a à parvenir à un règlement du conflit dans toutes ses dimensions. Depuis le début, la Türkiye affirme qu'une solution durable ne peut être trouvée que par le biais d'un processus politique abordable, conformément à la résolution 2254 (2015), les problèmes fondamentaux qui sont à l'origine du conflit. L'impasse dans laquelle se trouve le processus politique aggrave la situation sur le terrain et accentue le sentiment de désespoir omniprésent.

Les priorités de longue date de la Türkiye en Syrie sont claires et cohérentes : débloquent le processus politique, combattre le terrorisme, préserver l'intégrité territoriale et l'unité politique de la Syrie, faciliter un accès humanitaire ininterrompu et créer des conditions propices au retour en toute sécurité, de plein gré et dans la dignité des réfugiés. Les réunions quadrilatérales que nous avons lancées à Moscou visent à concrétiser ces priorités dans le cadre d'un processus sans conditions préalables et axé sur l'obtention de résultats.

À la suite des tremblements de terre, nous constatons une tendance au renforcement de la collaboration dans la région. Nous estimons que chaque initiative est importante et précieuse dans la mesure où elle fait partie intégrante d'une approche holistique et coordonnée visant à apporter des solutions viables aux problèmes existants par le biais d'un processus politique crédible. À cet égard, je tiens à souligner une fois de plus la nécessité d'harmoniser davantage les positions de toutes les principales parties prenantes.

Le mécanisme d'aide transfrontière des Nations Unies reste une planche de salut vitale pour des millions de Syriens et un dispositif indispensable pour répondre aux besoins humanitaires croissants dans le pays. Après

les tremblements de terre, son rôle est devenu encore plus important. L'ouverture de deux nouveaux points de passage de la frontière, à savoir Bab el-Salam et Raai, pour acheminer l'aide humanitaire a contribué à élargir la portée de l'intervention humanitaire transfrontière. Nous appelons la communauté internationale, y compris l'ONU, les donateurs, les partenaires d'exécution et les organisations non gouvernementales, à faire un meilleur usage de tous ces points de passage afin d'intensifier la fourniture de l'aide humanitaire dont la population a désespérément besoin. À cet égard, je tiens à souligner la nécessité de proroger le mandat du mécanisme transfrontière pour en faire un moyen prévisible et fiable à l'usage des donateurs et des partenaires d'exécution. Cette mesure faciliterait également une mise en œuvre plus efficace des projets de relèvement rapide et de renforcement de la résilience, ce qui, à moyen et long terme, pourrait contribuer à atténuer les difficultés humanitaires globales.

De même, nous appuyons l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front à l'intérieur de la Syrie, conformément à la résolution 2672 (2023). Nous continuons également d'encourager toutes les parties concernées à mener ces activités régulièrement.

Les catastrophes qui ont frappé la Türkiye et la Syrie pourraient en effet avoir un côté positif si la coopération dans le domaine humanitaire contribuait également à générer un nouvel élan politique en faveur du règlement

de la crise syrienne. Nous espérons que cela créera une occasion qui sera saisie par toutes les parties prenantes.

Le Président (*parle en russe*) : La représentante de la France a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Dime Labille (France) : Ma délégation s'excuse de reprendre la parole.

Elle ne souhaite pas répondre à des accusations particulières, mais apporter quelques précisions. Il n'est pas question ici de donner un cours de droit ou un cours constitutionnel, mais on a évoqué la présence de députés français sur le territoire syrien. Un pays démocratique comme la France est basé sur ce que nous appelons la séparation entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Je voulais préciser que le Gouvernement français n'exerçait aucun contrôle sur les parlementaires français, leurs actions ou leurs déplacements, mais il est vrai qu'il faut être un pays démocratique, respectueux des libertés fondamentales et de l'état de droit pour le savoir.

Le Président (*parle en russe*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 17 heures.